Nicholas A. Lambert, ***The War Lords and the Gallipoli Disaster: How Globalized Trade Led to Britain's Worst Defeat of the First World War***. New York, Oxford University Press, 2021. xvii + 337pp., notes, bibliographie, index. Couverture rigide : ISBN 9780197545201, 49,95 $ US.

Tout soldat qui était à la Somme ou à Passchendaele savait que, pour paraphraser Clemenceau, « la guerre est trop importante pour être laissée aux généraux ». Nicholas Lambert, dans sa nouvelle étude sur la décision du cabinet de guerre britannique de forcer les Dardanelles puis d'ordonner un débarquement amphibie sur la péninsule de Gallipoli en 1915, semble soutenir que la guerre est trop importante pour être laissée aux seuls politiciens. The War Lords and the Gallipoli Disaster est une lecture essentielle pour quiconque s'intéresse à l'économie politique de la Grande Guerre.

Alors pourquoi les historiens des affaires ou de la finance devraient-ils lire The War Lords and the Gallipoli Disaster ? Lambert fait valoir que ce ne sont pas les contingences militaires qui ont convaincu le cabinet de guerre britannique d'approuver l'attaque, mais plutôt la nécessité économique. La fermeture du détroit de Turquie par l'Empire ottoman en septembre 1914 bloqua les exportations de blé russe et roumain. L'approvisionnement russe représentait trente pour cent de l'approvisionnement mondial. Les exportations de céréales ont fourni à la Russie sa plus grande source de devises étrangères. Les Dardanelles fermées, comment la Russie allait-elle financer son effort de guerre ? Sans les revenus des exportations de céréales, comment la Russie ferait-elle face à ses obligations envers la France ? (Avant-guerre, la France détenait 80 % de la dette russe.) Pour les Britanniques, où et à quel prix devaient-ils obtenir leur pain quotidien ?

La thèse de Lambert va à l'encontre de l'historiographie classique. L'argument accepté explique la décision fatale d'engager l'Empire ottoman à son point le plus défendable à la réponse de Winston Churchill à la demande d'assistance de la Russie en décembre 1914 après un revers temporaire dans sa campagne terrestre avec la Sublime Porte. L'idée stratégique du Premier Lord de l'Amirauté était de faire en sorte que la Royal Navy se fraye un chemin à travers les Dardanelles en utilisant son surplus de cuirassés pré-dreadnought obsolètes. Ensuite, l'escadron RN se dirigerait vers Constantinople. Une fois sur place, il submergerait les défenses de la capitale ottomane, provoquant un coup d'État qui installerait un gouvernement pro-allié, ouvrant ainsi la mer Noire au commerce allié. Malgré les objections du First Sea Lord (le chef professionnel de la Royal Navy), le cabinet de guerre britannique a accepté l'argument de Churchill et a donné le feu vert à l'opération. Ainsi va l'historiographie reçue.

The War Lords offre une interprétation plus sophistiquée de la façon dont le Premier ministre Asquith et le cabinet de guerre ont décidé de l'option militaire pour résoudre le problème d'approvisionnement en céréales de la Grande-Bretagne. Les difficultés financières et d'approvisionnement causées par le blocage des exportations de céréales russes sont rapidement devenues une grave préoccupation pour le cabinet de guerre. Sans accès aux devises étrangères, la Russie serait contrainte de se tourner vers le marché monétaire de Londres pour financer ses dépenses militaires. Elle demanda au Trésor britannique de garantir un prêt pour la somme extraordinaire de cent millions de livres. Sans surprise, le Trésor a reculé. Il n'accepterait que quarante millions de livres et seulement à la condition que Petrograd expédie de l'or à Londres en garantie. Pour ses propres besoins internes, la Russie a dû imprimer davantage de papier-monnaie, désormais sans garantie, ce qui a contribué à alimenter l'inflation intérieure avec des conséquences désastreuses. Et avec la Russie en défaut de ses obligations françaises, Paris a dû à son tour emprunter plus d'argent sur le marché de Londres pour aider à financer son propre effort de guerre. Mener une guerre moderne avec des alliés financièrement précaires n'était

pas bon marché, et le cabinet de guerre s'est vite rendu compte que même le marché londonien avait ses limites.

Cependant, pour Asquith et les autres membres du cabinet de guerre, les problèmes des Alliés sont bien pâles en comparaison avec le problème céréalier de la Grande-Bretagne. Depuis le milieu des années 1800, le Royaume-Uni était incapable de se nourrir. En effet, l'économie britannique fonctionnait sur des denrées alimentaires importées bon marché, principalement du blé. Le blé provenait des États-Unis, d'Argentine, d'Australie, du Canada, d'Inde, de Roumanie et de Russie, les steppes ukrainiennes de cette dernière et les prairies canadiennes nouvellement colonisées fournissant davantage d'importations britanniques au fil du temps. La fermeture du détroit de Turquie a perturbé la chaîne d'approvisionnement mondiale en céréales. À mesure que les prix augmentaient, les commerçants indiens ont commencé à accumuler des céréales dans l'attente de prix du blé encore plus élevés. Craignant des troubles, le vice-roi britannique a interdit les exportations. Le déclenchement de la guerre avait déjà rendu les céréales australiennes et argentines plus chères, car les taux de fret dans ces échanges longue distance augmentaient, au moins en partie, en raison de la réquisition par la Royal Navy de nombreux navires utilisés sur ces routes. Par ce processus d'élimination, l'Amérique du Nord est devenue la principale source de céréales de la Grande-Bretagne. Malheureusement, les deux fournisseurs transatlantiques ont subi de mauvaises récoltes qui, associées à une demande accrue, ont fait grimper les prix. Alors que les coûts augmentaient, le cabinet de guerre craignait que le pain ne devienne inabordable pour les familles de la classe ouvrière. Vraiment, ce qui les préoccupait était la nette probabilité que les prix élevés du pain conduiraient à des troubles sociaux. Le blé inabordable était supposé être de 70 shillings le quart (environ huit boisseaux), pour un prix de plus de 2,10 dollars le boisseau. Ici, l'auteur aurait pu fournir un tableau montrant les fluctuations du prix du blé et du pain depuis l'été 1914 jusqu'au retrait allié de Gallipoli en janvier 1916 pour renforcer son argumentation.

Asquith et ses collègues ont fait face à un dilemme. Comment pourraient-ils faire baisser les prix tout en assurant un approvisionnement adéquat ? Pour une économie libérale fondée sur la liberté du commerce, toute « ingérence » de l'État était une étape radicale. Rien qu'en termes financiers, les dépenses pourraient devenir astronomiques. La première étape consistait à créer un comité d'approvisionnement alimentaire pour déterminer ce qui pouvait être fait. S'appuyant sur une enquête post-guerre sud-africaine sur les approvisionnements alimentaires, le Comité d'approvisionnement a organisé un sous-comité technique dirigé par un haut fonctionnaire du Conseil de l'agriculture qui comprenait également un membre junior du Trésor, John Maynard Keynes. Le travail du sous-comité était de superviser un plan visant à accumuler non pas de véritables boisseaux de blé, mais des contrats à terme pour le grain, afin que le cabinet de guerre puisse manipuler le prix du blé. Le gouvernement de Sa Majesté allait prendre un virage. Un courtier en céréales de Liverpool et sa banque locale ont couvert cette intervention secrète. C'était une étape remarquable pour un gouvernement véritablement « libéral », mais ce n'était pas un succès immédiat. Avant la fin de janvier 1915, Asquith était devenu convaincu qu'une solution financière au problème britannique du blé serait trop coûteuse à supporter pour le gouvernement. Dans l'esprit du Premier ministre, il serait moins coûteux de forcer la Royal Navy à se rendre à Constantinople que de manipuler le prix mondial du blé. Lors d'une réunion du Cabinet de guerre le 28 janvier 1915, il fut formellement décidé d'accepter le plan de Churchill de bombarder les forts ottomans défendant les Dardanelles comme moyen d'ouvrir la voie vers la capitale ottomane.

Lambert plaide bien son cas. Il utilise toute une série de sources d'archives pour étayer sa thèse. Ceux-ci incluent les papiers survivants des membres du cabinet de guerre (et d'autres politiciens influents), les papiers des officiers de la marine et de l'armée, les archives des départements concernés, ainsi que les papiers privés de la maîtresse d'Asquith. Techniquement, Lambert explique bien comment fonctionnaient les marchés à terme d'avant 1914. Les problèmes avec The War Lords relèvent davantage de la responsabilité de l'éditeur que de celle de l'auteur. La bibliographie n'est pas complète. Il répertorie uniquement les collections d'archives utilisées par l'auteur. La multitude de littérature secondaire consultée par Lambert n'est pas répertoriée dans la bibliographie. Cela rend difficile pour les chercheurs sérieux de consulter les autorités utilisées dans l'écriture de The War Lords. L'indice ne comprend qu'une liste pour l'un des principaux fournisseurs britanniques de blé, la Russie, mais aucun des autres. L'Empire ottoman n'est pas dans l'index, etc.

Lambert doit être félicité pour avoir recadré l'historiographie des décisions politiques qui ont conduit à la campagne de Gallipoli. Asquith mérite autant (sinon plus) de responsabilité dans la décision de poursuivre l'opération que Churchill. Avec le recul, l'attaque a échoué et le détroit turc est resté fermé pour le reste de la guerre. Avec un coût de plus de 200 000 victimes et aucun retour direct, cet investissement militaire était une plutôt mauvaise décision. Le choix du Premier ministre apparaît plus cher que quelques achats bien placés sur le marché à terme même si les contrats coûtent des millions de livres. The War Lords and the Gallipoli Disaster vaut la peine d'être lu.

M. Stephen Salmon
Steamer Consulting